

PA

526

Médiathèque VS Mediathek



1010809521

PA 526

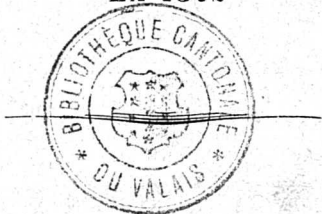
(*Morand Alphonse*)

LES INTÉRÊTS DU VALAIS

DANS LA QUESTION DE LA

Révision de la Constitution fédérale suisse

EN 1872



Le Valais, par sa position, a des intérêts graves qui ne sont pas communs avec ceux des grands cantons de la Suisse. Sous beaucoup de rapports ils leur sont même diamétralement opposés. Nous examinerons succinctement les différents points que présente cette matière.

Chemin de fer

Le Valais possède une ligne ferrée dont le prolongement jusqu'à Viège est déjà certain. Le cahier des charges souscrit par l'administration actuelle de la Compagnie, fournit à l'Etat le moyen d'assurer cet achèvement. Dès lors le passage du Simplon est indubitable dans un

PA

526

PA 526

avenir plus ou moins rapproché, à la condition que le Valais ne se laisse pas lier les mains par un pouvoir central où prévaudrait un intérêt opposé, celui des grands cantons du centre de la Suisse.

Une chance favorable se présente actuellement pour la formation des capitaux nécessaires à cette grande entreprise.

L'instabilité de l'état politique de la France, la prévision de nouveaux troubles, de nouvelles catastrophes peut-être, effraient, en général les possesseurs de capitaux.

La Suisse est à leur frontière. Elle jouit d'une réputation de probité et de solidité basée sur le bon sens de sa population.

Le Valais, en particulier, présente un coup d'œil fantastique et forme le péristyle naturel de l'Italie, en partant des rives enchantées du Léman, constamment habitées par de nombreux étrangers.

Il n'est pas possible qu'une Compagnie ne se forme pas pour établir une voie ferrée internationale dans une contrée aussi heureusement placée.

Mais qu'on y réfléchisse bien. Les capitaux français ne prendront pas la route de la Suisse si elle se rend unitaire. Il sera facile de prévoir qu'elle perdra, par là, la condition essentielle de sa stabilité.

La France centralisée tourne sur un volcan.

Sa Suisse unitaire sera déchirée par les dissensions et la haine.

Quand on aura mis en présence immédiate tous les intérêts divers, la lutte commencera.

L'immense utilité, pour le Valais, d'une voie ferrée

par le Simplon, n'a pas besoin d'être démontrée. Chacun la comprend. Le pays est neuf. Sa nature et sa position présentent des ressources précieuses. Ses vallées latérales, ses sites alpestres, tels que ceux qui conduisent au Mont-Blanc, au St-Bernard, au Combin, au Cervin, à la Furka et tant d'autres points peuvent devenir le sujet d'excursions intéressantes pour les touristes dont le nombre va croissant.

Les mines, les eaux thermales, les granits, les ardoises, les productions du sol, les vins en particulier, peuvent être des sources de revenus.

La glace elle-même, a déjà donné lieu à une intéressante industrie, susceptible de développement.

Le Valais a le plus grand intérêt à éviter tout ce qui peut troubler la tranquillité de la Suisse, agiter et diviser les esprits. Or, la révision ne peut manquer de produire cet effet funeste,

L'œuvre, par elle-même, étant détestable, comme nous l'avons démontré dans un autre écrit, il est impossible que la partie intelligente de la nation s'y soumette sans résistance.

D'un autre côté, la nationalité cantonale ne pouvant être détruite par un vote accidentel, arraché au peuple d'une manière artificielle, la discorde suivrait ce rapprochement exagéré.

Le Valais ne doit rien faire qui soit de nature à nuire à l'arrivée des capitaux dans le pays.

Comme il est le meilleur juge de ses intérêts matériels il doit se garder aussi, comme du feu, de se déssaisir du droit de les gérer exclusivement.

Les remettre entre les mains de ses rivaux, en matière de chemin de fer, serait un acte inqualifiable.

L'article 24 de la révision attribue à l'Assemblée fédérale une compétence entière sur la *Construction et l'Exploitation* des chemins de fer en Suisse.

Banque en Valais.

L'utilité d'une Banque en Valais ne peut être contestée. Une société française au capital de cinq millions s'est formée pour en créer une.

Elle ne demande aucun privilège de poursuite, comme l'ancienne banque.

Comme facilité, seulement, l'Etat garantit l'émission de billets de banque pour le montant de cinq cent mille francs dont la valeur sera déposée entre ses mains. Il se trouvera ainsi entièrement garanti.

Une seconde facilité consiste dans l'exemption de l'impôt sur le capital employé aux opérations de cette banque.

Ici, l'Etat du Valais, non-seulement ne fait pas de sacrifice puisqu'il s'agit de capitaux qui doivent venir du dehors, mais encore il augmente ses recettes d'une manière sensible par la perception du droit sur le timbre.

Déjà les actes préliminaires de la constitution de cette banque ont produit trois mille francs sous cette rubrique.

C'est au public qu'est réservé le plus grand avantage de l'existence de cet établissement de crédit.

Plusieurs millions qui ne se trouvent pas actuellement dans le pays y seront employés à favoriser les relations entre particuliers, à aider les agriculteurs, les industriels, les commerçants, à favoriser la création de nouveaux établissements pour le développement de ces branches de l'activité humaine.

Les débiteurs de l'ancienne banque qui ne manqueront pas d'être poursuivis quand la liquidation sera terminée trouveront dans le nouvel établissement les moyens de gagner du temps, de s'acquitter peu à peu au lieu d'être pris au collet d'un seul coup et de voir vendre leur bien à l'enchère au rabais, ce qui occasionnerait la ruine de beaucoup d'entre eux.

Le grand conseil a mis à profit l'exemple de l'ancienne banque. Il a évité avec soin l'immixtion de l'Etat. La surveillance seule et facultative lui est attribuée.

Si l'on a beaucoup critiqué le premier projet du Conseil d'Etat qui, dans le fond, n'était autre chose qu'une manière d'entrer en matière, aucune critique n'a paru sur le décret tel qu'il a été élaboré par le Grand Conseil. Ce qui prouve une fois de plus qu'à quelque chose malheur est bon et qu'on ne doit pas désespérer de l'avenir.

Pour que la banque du Valais réussisse, il ne faut pas qu'elle puisse être entravée dans ses opérations.

L'article 38 de la révision fédérale attribue à la Confédération l'omnipotence sur *l'émission et le remboursement* des billets de banque.

Avec un pareil pouvoir elle peut favoriser ou entraver telle banque qu'il lui plaira.

Elle peut même décréter qu'elle aura seule le droit d'émettre des billets de banque et leur donner un cours forcé.

On viendra dire qu'elle ne le fera pas. Il suffit qu'elle se soit donné le droit de le faire pour motiver le rejet de la révision.

Les dépenses de la Confédération seront singulièrement accrues. On peut prévoir même la prodigalité à beaucoup d'égards.

M. Brunner, Président du Conseil national, a fait le calcul de ce que gagnerait le canton de Berne.

Le même calcul a été fait par des révisionnistes pour d'autres cantons.

Comment payer cela si ce n'est en prenant dans la poche des autres cantons ou en augmentant les dépenses fédérales, qui après tout sont payées par le peuple suisse.

Avec une marche pareille qu'est-ce qui nous garantit que la Confédération ne sera pas tentée un jour de recourir à l'émission de papier-monnaie ?

Rendement de la justice.

Beaucoup de gens s'imaginent que la justice sera mieux rendue quand on aura centralisé la législation. C'est une grande erreur.

Les juges seront toujours du pays. Il n'est pas question d'en faire voyager d'un canton à l'autre.

L'esprit de parti au lieu de s'affaiblir prendra au contraire une nouvelle intensité.

Les lois du Valais ne sont pas mauvaises. On se plaint seulement qu'on ne les applique pas.

Il en sera de même des lois fédérales appliquées par des juges valaisans.

Les juges guidés par l'esprit de parti, se serviront tout aussi bien des lois fédérales que des lois cantonales pour favoriser ou condamner qui bon leur semble.

Ce qu'il y a de mieux à faire sous ce rapport est d'affaiblir autant que possible l'esprit de parti en mettant de côté les questions de personnes pour ne voir que ce qui est utile en soi.

En matière de poursuite pour dettes, la législation fédérale établirait très probablement la disposition qui existe dans beaucoup de grands cantons et qui consiste à vendre les biens saisis à l'enchère au rabais, comme le faisait la banque du Valais.

Les grands banquiers, les grands négociants qui sont les principaux fauteurs de la révision, veulent avoir un moyen de faire promptement de l'argent avec leurs titres.

Vous devez cinq cents francs sur une maison qui en vaut cinq mille. Il ne se présente qu'un acheteur qui en offre mille. Elle est vendue à ce prix.

Le créancier prend ses cinq cents francs, il vous en donne autant et tout est réglé.

Voilà ce que vous réserve la législation fédérale.

On entend parler d'un code de commerce. Un tel code non-seulement est inutile pour le Valais, mais encore il serait un embarras. Il augmenterait le nombre des tribunaux. A chaque instant surgirait un conflit sur la question de savoir quel est le tribunal compétent dans la cause.

Il n'est pas facile de distinguer ce qui est commerce de ce qui ne l'est pas.

Pour Genève, pour Bâle un code de commerce est bon. Il peut être développé parce qu'il concerne la principale activité de ces villes.

Dans un pays agricole comme le Valais il ne peut que compliquer inutilement l'administration de la justice.

De plus, il mettrait les marchands valaisans à la merci des poursuites rigoureuses et précipitées des maisons de commerce étrangères ou suisses des autres cantons.

Il est vrai que, sous plusieurs rapports, la procédure actuelle présente des défauts choquants.

C'est principalement la procédure écrite, avec ses interminables délais et incidents, qui est cause qu'un procès peut durer pendant un nombre indéterminé d'années.

On a voulu faire l'expérience de ce système. Elle est faite aujourd'hui. Elle a prouvé qu'il est détestable.

Tout le monde comprend qu'il doit y être porté remède.

La question est mûre dans le pays.

Le moment est venu de la mettre en avant.

L'auteur de ces lignes met sa plume à la disposition des citoyens qui voudront bien faire une démarche auprès du Grand Conseil pour réclamer cette réforme.

Il a la conviction qu'elle sera suivie de succès et que le Valais, par ses propres forces, peut se donner une procédure meilleure et plus humaine que celle qu'il recevrait de ses nouveaux maîtres.

Influence du clergé.

Si nous touchons cette corde, c'est parce que nous avons souvent ouï dire que le clergé exerce une funeste influence en Valais, que le progrès est entravé par cette cause.

Il faut bien observer que la révision ne changera rien sous le rapport de l'influence du clergé. Il aura le droit de prêcher, de confesser, d'administrer les sacrements, de visiter les familles, de monter la tête aux femmes, tout comme avant.

Ceux qui se plaignent de l'intervention des ecclésiastiques dans leur famille la subiront après comme avant. Seulement si la révision devait passer, ils auraient à subir un nouveau genre d'exploitation, non plus spirituel, mais matériel.

Ce n'est pas la peine de vendre son indépendance pour cela.

Le seul moyen d'empêcher les fâcheux effets de l'influence du clergé, est de répandre l'instruction. Celle-ci fait tous les jours de nouveaux progrès.

Ce n'est pas avec l'argent de la Confédération que nous pourrions améliorer nos écoles ou en créer de nouvelles, c'est avec le nôtre.

Ayons-en donc soin. Ne nous laissons pas dépouiller du droit d'utiliser nos ressources de la manière la plus efficace possible en nous faisant gouverner par des gens

qui ont des intérêts opposés aux nôtres sous d'importants rapports

D'ailleurs qu'avons-nous à espérer, quant à l'influence du clergé, des gens qui lui ouvrent la porte du Conseil national, malgré l'incompatibilité toute naturelle qui existe entre les fonctions civiles et ecclésiastiques.

Des jésuites même pourront siéger au Conseil national.

Ne faut-il pas avoir perdu la tête pour voter une pareille constitution ?

Gouvernement conservateur.

On entend des gens dire que si nous ne nous faisons pas gouverner par la Confédération, nous aurons toujours un gouvernement conservateur.

Le gouvernement de M. Allet n'a sans doute pas laissé de bien agréables souvenirs dans le pays. Mais lorsque nous avons recouru à la Confédération pour nous débarrasser de l'énorme dette qu'il nous a endossée, quelle protection avons-nous trouvé ?

Notre Constitution était évidemment violée, puisqu'on ne pouvait assumer cette dette sans élever le taux de l'impôt qui ne peut l'être sans le consentement du peuple. Rien au monde n'est plus clair et plus précis.

Quel accueil a reçu notre réclamation ? Celle du dédain. Les trois quarts des membres du Conseil national sont sortis. La grande majorité des restants a passé à l'ordre du jour.

Nous avons vu des principaux fauteurs de la révision, un journal qui se dit libéral venir excuser un pareil procédé et le trouver tout naturel.

Où sont les rétrogrades?

Il y a plus que cela.

Le gouvernement actuel du Valais a adressé au Conseil fédéral, aux Chambres ensuite, un recours sur la compétence du for pour la question des rescriptions.

Ici la Constitution fédérale est on ne peut plus claire. Elle établit que nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

L'indication du lieu de paiement ne pouvait nullement déroger à ce principe.

C'est ainsi que les tribunaux de Genève ont prononcé en deux instances.

C'est ainsi qu'un tribunal à Paris a prononcé aussi. Rien n'est mieux établi, rien n'est plus évident.

Les Chambres ont passé à l'ordre du jour comme pour la pétition des neuf mille.

Gouvernement et peuple valaisan tout a été baffoué à Berne. Non seulement on laisse violer la Constitution cantonale envers les citoyens, mais encore on viole la Constitution fédérale envers le gouvernement.

Voilà comment on nous a traités.

Ce n'est pas tout.

Les menaces de Berne sont la véritable cause de la décision qui a été prise par la majorité du Grand Conseil, lequel a autorisé le Conseil d'Etat à payer les rescriptions s'il obtenait des conditions favorables pour le taux de l'intérêt et le terme de paiement.

Des fauteurs de la révision ont cherché à excuser l'Assemblée fédérale en faisant valoir cette dernière réserve.

Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils justifient la majorité du Grand Conseil contre laquelle ils ont tant crié et condamnent leur propre vote.

Ce vote a été le nôtre, nous le maintenons, et nous disons que le Grand Conseil ne pouvait, dans aucun cas, autoriser le Conseil d'Etat à violer la Constitution.

On voit de quelle manière les fauteurs de la révision traitent les droits du peuple.

On a vu aussi, dans la question du taux libre, de quelle manière ils entendent ses intérêts. Qu'on relise les noms inscrits dans l'appel nominal. On verra quels sont ceux qui, dans cette grave circonstance, ont voté la proposition de M. Allet et quels sont ceux qui l'ont repoussée.

Une chose que le public ignore est la retenue de deux cent mille francs faite au Valais sur les secours pour les inondés de 1868.

Pour les livrer, on mettait la condition de dépenser une somme quadruple en travaux d'endiguement des torrents d'après le type qui serait arrêté par les ingénieurs fédéraux. On a déjà vu la valeur de ces types à la Lozentse et ailleurs.

Le Valais ne pouvait disposer d'une pareille somme. Par ce motif on lui prend ce qui lui appartient. On détourne à son préjudice des dons faits sans condition.

Les particuliers donnent, l'autorité fédérale retient.

Plusieurs cantons de la Suisse romande se sont haute-

ment récriés contre cette manière d'agir. On a passé outre, comme pour la pétition des neuf mille, comme pour le recours du Conseil d'Etat, comme pour la réclamation du Grand Conseil de Genève, sur l'incompétence de l'assemblée fédérale de procéder à la révision sans mandat du peuple.

Un trait que le public ignore encore, est la réponse faite par M. Brunner à un magistrat valaisan qui lui faisait observer qu'on ne pouvait décemment supprimer les jeux de Saxon avant l'expiration du terme de la concession *sans indemnité*.

« Oui, dit-il, en les supprimant nous ferons trancher » la question d'indemnité par le tribunal fédéral, lequel » n'allouera rien. »

Voilà entre quelles mains on veut nous faire tomber.

Le gouvernement tel que l'a pratiqué M. Allet n'est plus possible en Valais. Les yeux sont ouverts. Le contrôle est la suite de l'expérience. Les citoyens sont là pour l'exercer. C'est au peuple à choisir des mandataires indépendants. S'il ne sait pas le faire il en sera ainsi qu'ainsi sous toute espèce de gouvernement. On le mettra toujours dans le sac comme les révisionnistes cherchent à le faire maintenant.

Conclusion.

Pour influencer les votes on va partout disant que la majorité de la Suisse est acquise à la révision. Cela ne

pourrait être vrai qu'en supposant que le peuple suisse n'est qu'un tas d'imbéciles. Heureusement il n'en est pas ainsi. Partout on ouvre les yeux. Partout des journaux créés, tout exprès, pour combattre la révision en font ressortir les fâcheuses conséquences.

Jusqu'à présent les révisionnistes ont eu la parole. Vient le tour des hommes indépendants, des citoyens sincèrement attachés à leur patrie qui ne négligeront rien pour l'empêcher de tomber dans le gouffre qu'on lui prépare.

La majorité des Etats est déjà acquise au rejet.

Martigny, 20 avril 1872.

ALPHONSE MORAND.





1216



